

Le gouvernement se doit de décider s'il y a lieu de retenir ces industries au Canada et de déterminer les méthodes qu'il pourrait employer à cette fin: subventions, mesures tarifaires, contingents ou autres. Il faut définir une politique dans ce sens. L'industrie agricole ne peut dresser des programmes à longue échéance en se fondant sur les politiques annoncées par le gouvernement actuel. Ce ne sont pas des aumônes que les agriculteurs veulent recevoir du gouvernement. Tout ce qu'ils demandent, c'est un climat politique susceptible de leur assurer qu'ils jouiront d'un niveau de vie juste et équitable, grâce à leurs propres efforts.

Les agriculteurs voient les annonces de syndicats ouvriers au sujet de salaires de \$2.50, \$3, \$3.50 et \$4 l'heure. Ils lisent également les communiqués concernant la parité des salaires avec ceux qui sont payés aux ouvriers américains et ils se demandent ce qui va advenir d'eux et du Canada. Serons-nous de la catégorie des pauvres et des nécessiteux? Quelle est la position des agriculteurs dans la vie canadienne?

L'agriculture se transforme rapidement au Canada. A l'heure actuelle, plus de 40 p. 100 de nos cultivateurs ne s'adonnent à l'agriculture qu'à temps partiel. Afin d'instruire et de nourrir leurs enfants, ils doivent accomplir d'autres travaux, car la ferme n'est plus capable de les faire vivre. Nous devons le comprendre et faire en sorte qu'ils puissent bénéficier de prêts destinés aux améliorations agricoles afin d'accroître leur propre efficacité. Il faudra peut-être modifier les lois à cette fin pour pouvoir accorder des prêts de ce genre aux cultivateurs, même s'ils ne tirent peut-être pas la plus grande partie de leur revenu de l'agriculture en ce moment.

● (4.20 p.m.)

Le gouvernement a félicité les cultivateurs d'avoir accru leur efficacité et leur productivité, mais chaque année ceux-ci perdent du terrain sur le plan économique. Sans aucun doute, il y a une productivité accrue et une plus grande efficacité. La production a augmenté de 9 p. 100 cette année, par rapport à l'an dernier. Si l'on tient compte de la diminution du nombre de fermes depuis vingt ans, on constate qu'au cours des dix dernières années, la productivité de chaque cultivateur canadien a augmenté de 122 p. 100. Durant cette période, le nombre des exploitations agricoles est tombé de 732,000, en 1941, à un peu plus de 430,000 actuellement. N'oublions pas, lorsque nous parlons d'efficacité et de production accrues, que l'Ontario a accusé, ces dix dernières années, un accroissement de production de 37 p. 100,

[M. Danforth.]

malgré une diminution de 32 p. 100 dans le nombre des travailleurs agricoles et une réduction de 5 p. 100 quant aux terres agricoles. C'est une efficacité de rendement dont les agriculteurs peuvent s'enorgueillir à juste titre. Il y a eu une perte de plus de 100,000 travailleurs agricoles. La proportion des travailleurs agricoles est tombée, ces dix dernières années, de 13 à 7 p. 100 par rapport à l'effectif de la main-d'œuvre.

Qu'en est-il des recettes en espèces des cultivateurs? J'ai trouvé qu'en 1964, au Canada, les recettes globales en espèces pour les exploitations agricoles étaient de l'ordre de 3,500 millions de dollars. En 1965, elles étaient passées à 3,775 millions, hausse de 8.2 p. 100, et sommet sans précédent. Par ailleurs, nous constatons que l'an dernier, les agriculteurs ont emprunté, grâce au crédit agricole, 201 millions de dollars, contre 13 millions il y a dix ans. Grâce à la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, ils ont emprunté 202 millions. Donc, pour exploiter leurs terres, ils ont augmenté leurs emprunts de 400 millions.

Mais en parlant des recettes brutes en espèces des cultivateurs, j'aimerais dire que j'ai examiné autre chose. Je me suis demandé comment cela s'était produit, et j'ai trouvé qu'entre 1954 et 1958, les cultivateurs ont investi quelque 10,679 millions de dollars en biens capitaux. Je n'émaille pas très souvent mes discours de statistiques, monsieur l'Orateur, mais j'aimerais maintenant donner une idée de ce qui se passe dans l'économie agricole. En 1966, ces immobilisations s'élevaient à 17,282 millions de dollars, soit une hausse d'environ 6 millions et demi, si mes chiffres sont exacts. Cela représente l'augmentation des placements des agriculteurs au titre des immobilisations. Qu'en ont-ils tiré? De 1954 à 1958 le revenu net moyen par ferme—et il y a lieu de s'y arrêter—était de \$1,145 et en 1966 il s'élevait à \$1,995, soit une hausse de \$850, alors que les immobilisations avaient augmenté de 7 milliards. Si le revenu net moyen par ferme ne s'élève qu'à \$1,995 aujourd'hui, combien pauvrement doivent vivre les agriculteurs des Maritimes et des régions rurales de l'Ontario et du Québec.

Les agriculteurs canadiens parlent de l'étau coûts-prix. Voilà ce qu'ils combattent. Voilà ce qui leur fait pousser les hauts cris. L'étau coûts-prix, cela veut dire que leurs recettes diminuent et que leurs dépenses augmentent. J'ai donc étudié la question. Les chiffres que j'aimerais citer paraissent à la page 37 d'une publication du ministère de l'Agriculture qui a pour titre *Économie agricole au Canada*. Données et chiffres intéressants en effet. J'aimerais citer les indices qui